



Conseil économique et social

Distr. générale
30 juillet 2013
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2014
21-30 janvier et 7 février 2014

**Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012,
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil
économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Solidarité européenne pour la participation égale des peuples	3
2. Fairleigh Dickinson University	5
3. Family Care International	6
4. Bien-être de la famille dans la société brésilienne	8
5. Fazaldad Human Rights Institute	10
6. Federation of American Scientists	11
7. Federation of American Women's Clubs Overseas	13
8. Federation of Trade Unions of Ukraine	14
9. Felix Varela Center	15
10. Ligue féministe	17
11. Feminist Majority Foundation	18



12. Femmes autochtones du Québec	20
13. Fondazione Opera Campana dei Caduti.	22
14. Fondazione San Patignano	23
15. Foundation for Preventing Youth Violence	24

1. Solidarité européenne pour la participation égale des peuples

Statut consultatif spécial, 2005

Introduction

Solidarité européenne pour une participation égale des peuples est un réseau d'organisations non gouvernementales de développement européennes autonomes œuvrant en faveur de la paix, de la justice et de l'égalité dans un monde à l'abri de la pauvreté. Ses membres, implantés dans leurs propres sociétés, coopèrent pour influencer le rôle exercé par l'Europe sur la scène mondiale, en s'employant notamment à éliminer l'injustice et la pauvreté.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation préconise une évolution des politiques et pratiques européennes, en s'appuyant sur l'expérience directe que leurs partenaires ou eux-mêmes ont acquise en matière de développement dans plus de 100 pays. Les membres de l'organisation sont convaincus que l'élimination de l'injustice et de la pauvreté et la répartition plus équitable des ressources sont nécessaires à l'instauration de la paix et de la stabilité dans le monde. La réalisation de ces objectifs exige une action concertée et une volonté politique des gouvernements, de la société civile et des acteurs du secteur privé dans les pays développés et en développement. L'Europe se doit de contribuer activement à créer les conditions voulues pour que tous puissent vivre dans la paix et la sécurité, jouir de leurs droits fondamentaux et disposer de moyens de subsistance viables tout en faisant une utilisation respectueuse des ressources naturelles. L'Europe est responsable non seulement devant ses propres citoyens mais également devant la communauté mondiale tout entière, aussi bien pour les générations actuelles que pour celles à venir. La dimension sociale de sa mission consiste à œuvrer en faveur de la coexistence pacifique de tous les peuples, afin d'assurer leur prospérité et d'éliminer les inégalités, l'injustice et la pauvreté.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a contribué aux conférences sur le Financement du développement; à l'examen du Programme d'action de Bruxelles pour les pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 et aux travaux préparatoires de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés; et à l'évaluation et la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement, un accent spécifique étant mis sur le rôle des donateurs, en particulier l'Union européenne.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a assisté, entre autres, aux réunions suivantes : diverses réunions préparatoires pour la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, y compris aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale en vue de l'examen des objectifs du Millénaire pour le développement avec des représentants d'organisations non gouvernementales, de la société civile et du

secteur privé, tenues les 14 et 15 juin 2010 à New York; la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue du 9 au 13 mai 2011, à Istanbul (Turquie); la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, tenue du 24 au 26 juin 2009, à New York; au débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social, tenu du 22 au 24 juillet 2009, à Genève; la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue du 20 au 22 septembre 2010, au Siège de l'ONU; les deuxième et troisième réunions informelles intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenues au Siège de l'ONU les 15 et 16 décembre 2011 et 26 et 27 mars 2012, respectivement; la troisième série de négociations informelles sur l'avant-projet du Document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue du 28 mai au 2 juin 2012, à New York; la troisième réunion du Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue du 13 au 15 juin 2012, à Rio de Janeiro (Brésil); la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue du 20 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro. L'organisation a également travaillé avec le Gouvernement belge et l'organisation LDC Watch pour organiser un Groupe de haut-niveau sur les pays les moins avancés sur le thème des défis du développement pour les pays les moins avancés, 7 décembre 2010 et a participé aux Journées européennes du développement, les 6 et 7 décembre 2010, à Bruxelles.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Outre les activités susmentionnées, l'organisation est membre du Comité directeur composé de représentants de la société civile pour la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. L'organisation travaille également avec la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la promotion de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme d'action de Bruxelles pour les pays les moins avancés de la manière suivante :

- a) La promotion de partenariats mondiaux en accordant une attention particulière au rôle des donateurs dans la fourniture des ressources et l'amélioration des conditions propices au développement, en se concentrant sur le rôle de l'Union européenne;
- b) Une attention particulière est accordée la promotion de l'égalité entre les sexes;
- c) Le renforcement des partenariats avec les réseaux et coalitions de la société civile et de toutes les parties du monde, notamment Social Watch et LDC Watch;
- d) La promotion de contributions visant les investissements dans la santé, l'éducation et autres services sociaux;
- e) L'identification des obstacles auxquels font face les pays les moins avancés.

2. Fairleigh Dickinson University

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

Fairleigh Dickinson University est la plus large université privée dans le New Jersey. Elle offre plus de 100 programmes du premier et du deuxième cycles, y compris des programmes de doctorat, et a une école de commerce accréditée. L'université appuie plus de 12 000 étudiants à plein temps et à temps partiel venant de plus de 100 pays grâce à sa mission d'éducation mondiale visant à préparer des dirigeants et citoyens du monde pour un avenir meilleur.

Buts et objectifs de l'organisation

L'université vise à fournir divers programmes universitaires et périscolaires, un accès au public à des conférences et manifestations, recherches, des initiatives de renforcement des capacités éducatives en collaboration et d'assistance technique avec de nombreux établissements d'enseignement, entreprises et entités internationales et nationales, ainsi qu'avec les collectivités et les populations.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'université a aidé le Secrétariat à rédiger des documents analytiques pour lancer l'Initiative « Impact universitaire ». Elle préside le groupe de travail chargé de réviser le Manuel de négociation des conventions fiscales bilatérales entre pays développés et pays en développement. En 2009, des étudiants bénévoles ont aidé le Bureau des affaires de désarmement à la recherche de données sur les établissements d'enseignement et, en 2010 et 2011 ont été stagiaires à la Division de l'administration publique et de la gestion du développement du Département des affaires économiques et sociales et au Département des opérations de maintien de la paix. L'université a présidé la deuxième conférence annuelle préalable à la Conférence sur la jeunesse, tenue le 16 juin 2010 au Siège des Nations Unies et a fait rapport au Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique sur l'African Youth Consultation on Higher Education, tenue en juillet 2011. Elle a fourni une assistance technique pour le renforcement des capacités pour la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, dont elle est membre de son Conseil d'administration depuis 2011 et a réalisé une enquête.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'université a assisté, entre autres, aux réunions suivantes : l'Instance permanente sur les questions autochtones, tous les ans entre 2009 et 2012, à New York; les Conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, Mexico, septembre 2009, Melbourne (Australie), août 2010 et Bonn (Allemagne), septembre 2011; les sessions de l'Assemblée annuelle des jeunes, tous les ans entre 2009 et 2012; la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, 17 octobre 2011; la septième

session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale, Genève, du 24 au 28 octobre 2011; et Ashley Judd en conversation avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), 14 mars 2012.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'université a invité du personnel de haut rang des Nations Unies sur ses campus du New Jersey et à des conférences vidéo, notamment du personnel du Bureau des affaires de désarmement, en avril et novembre 2009, le Chef de Cabinet du Secrétaire général, en avril 2010, le chef du Service du développement et de la participation des adolescent du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique, en novembre 2011, le chef du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales, en octobre 2011, le Directeur de la sensibilisation du Département de l'information, en avril 2012 et le Vice-Secrétaire général, en avril 2012. De plus, huit représentants permanents ont été invités à s'adresser aux campus de l'université tous les ans. L'université est un partenaire du Pacte mondial des Nations Unies et de l'Alliance des civilisations, entre autres. Elle est également accrédité auprès du Département de l'information.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Depuis l'été 2010, l'université, en collaboration avec la Friendship Ambassadors Foundation, a accueilli le séminaire des dirigeants mondiaux émergents sur la formation au leadership mondial, notamment sur les objectifs du Millénaire pour le développement, organisé à l'intention de 100 à 150 jeunes gens venant de Chine, du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Au cours des trois dernières années, pendant le séminaire, les jeunes de la New Community Corporation de Newark, New Jersey, ont été familiarisés avec les objectifs du Millénaire pour le développement, afin d'identifier de quelle manière les objectifs coïncident avec l'Amérique urbaine, afin qu'ils puissent identifier et partager des solutions pour leurs propres communautés.

Information supplémentaire

L'université offre un diplôme de maîtrise en sciences administratives conçu pour les diplomates en vue de renforcer leurs capacités en tant que représentants des États Membres aux Nations Unies.

3. Family Care International

Statut consultatif spécial, 1997

Introduction

Créée en 1987, Family Care International (FCI) a été la toute première organisation non gouvernementale à se donner pour mission de rendre la grossesse et l'accouchement plus sûrs dans le monde entier. Implantée à New York, et active dans 19 pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, FCI s'emploie à former le personnel médical dans les cliniques de villages et les hôpitaux, à informer les

jeunes sur la contraception et le VIH, à soutenir les organisations locales qui se battent pour obtenir une amélioration des soins obstétricaux et à promouvoir, au niveau mondial, le renforcement des engagements, l'amélioration des politiques et l'augmentation des moyens alloués à la santé maternelle et procréative.

Buts et objectifs de l'organisation

FCI s'efforce de générer aux échelons mondial, régional et national une volonté politique propre à faire de la santé maternelle une priorité mondiale et nationale, et de renforcer les capacités des gouvernements et des organisations de la société civile de développer des programmes d'amélioration de la santé maternelle, en menant les activités suivantes :

- a) Intensifier les campagnes de sensibilisation au niveau mondial et démontrer clairement à quel point il importe d'investir dans la santé maternelle et procréative;
- b) Doter les autorités locales des moyens leur permettant de mettre en place des programmes et des services en matière de santé maternelle et procréative durables et de bonne qualité;
- c) Produire de nouvelles publications et autres documents comblant des lacunes et répondant à des besoins, concernant notamment la santé maternelle, la santé procréative et sexuelle des adolescents et le VIH/sida.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation est membre du groupe H4+ des institutions et partenaires des Nations Unies s'occupant de la santé maternelle et infantile en vue de mettre en œuvre la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants. Elle sert de liaison des ONG pour le développement de la Stratégie mondiale et a joué un rôle déterminant pour recueillir les engagements de la société civile envers la Stratégie. De 2009 à 2011, l'organisation a travaillé étroitement avec les partenaires du H4+ en sa qualité de co-président du Conseil du Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile à l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé, entre autres, aux réunions suivantes : les cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York en 2011 et 2012, respectivement; les quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions de la Commission de la population et du développement, à la dernière desquelles elle a présenté une déclaration écrite sur le thème de l'autonomisation des femmes rurales et a coorganisé deux manifestations parallèles sur la nutrition et la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants; la soixante-septième session de l'Assemblée générale, au cours de laquelle l'organisation a coorganisé une manifestation parallèle sur le rôle des soignants privés pour élargir l'accès à des soins de santé maternelle abordables et de qualité; la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la

Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et les Déclarations politiques sur le VIH/sida, du 8 au 10 juin 2011, à laquelle l'organisation a coparrainé un forum parallèle relatif aux politiques intitulé « Prevention and Protection save lives : girls, women, and HIV » (la prévention et la protection sauvent des vies : les filles, les femmes et le VIH); la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la jeunesse, à New York, les 25 et 26 juillet 2011; la dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à New York, du 16 au 27 mai 2011, à laquelle l'organisation a organisé, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et d'autres partenaires, une réunion parallèle sur les femmes autochtones, la santé et les droits; la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, du 20 au 22 septembre 2010; et le quinzième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement, en septembre 2009.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation travaille en étroite coopération avec le FNUAP et l'OMS en tant que secrétariat du Groupe de travail régional sur la réduction de la mortalité maternelle en Amérique latine et dans les Caraïbes, aidant à créer des synergies entre les institutions des Nations Unies et la société civile pour atteindre les objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation participe activement à des processus régionaux et nationaux visant à mettre en place des mécanismes de responsabilisation pour la Commission de l'information et de la responsabilisation en matière de santé de la femme et de l'enfant afin de faire progresser la réalisation des objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement. Elle est également le principal défenseur de « Countdown to 2015 », suivant de près les indicateurs de la Commission pour la réalisation des objectifs 4 et 5. En septembre 2010, elle a participé à une manifestation du Groupe de travail de haut niveau sur les financements innovants pour les systèmes de santé afin de mobiliser davantage de ressources pour les objectifs 4 et 5.

4. Bien-être de la famille dans la société brésilienne

Statut consultatif spécial, 2001

Introduction

Bien-être de la famille dans la société brésilienne, situé à Rio de Janeiro (Brésil), réalise des activités au Brésil, en Afrique et en Amérique latine. Sa mission consiste à promouvoir le développement social et les améliorations en matière de santé, élargissant l'accès aux services et aux biens. Créée en 1965, l'organisation forme des partenariats avec le secteur public et le secteur privé dans la mise en œuvre de ses projets. Elle est présente dans plus de 500 villes au Brésil, en Afrique et dans d'autres pays d'Amérique latine. Au Brésil, elle a huit unités d'action sociale et six cliniques de santé, neuf représentations régionales qui réalisent des programmes de coopération technique, sept centres de jeunesse, huit centres de distribution, un laboratoire de cytopathologie et un centre d'emballage des préservatifs. L'organisation a un personnel professionnel de plus de 200 personnes.

Buts et objectifs de l'organisation

Elle a pour mission de défendre et promouvoir les droits sociaux, socioenvironnementaux, sexuels et procréatifs individuels et collectifs, de contribuer au développement social et à l'amélioration de la santé et d'élargir l'accès aux services et aux biens.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a contribué à plusieurs discussions en ligne concernant la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et autres sujets sur lesquels le Conseil économique et social a consulté la société civile par l'intermédiaire du site web du Service des organisations non gouvernementales.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2009 et 2011, l'organisation a participé au Conseil économique et social en qualité de membre consultatif. Elle a collaboré au renforcement des activités du Conseil international sur la gestion des programmes de population, particulièrement dans la région Sud du Brésil, en ce qui concerne la population et le développement et a mis l'accent sur le plaidoyer, l'innovation et le renforcement institutionnel des organisations de la société civile.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les organisations des Nations Unies suivantes : en 2010, elle a élaboré le projet « Cores of Atalaia », en partenariat avec le Ministère de la santé brésilien et l'UNODC; en 2011, en partenariat avec l'UNICEF, elle a élaboré un projet sur la prévention de la mortalité néonatale et infantile, la prévention de la transmission verticale du VIH et de la syphilis congénitale et le renforcement de SISVAN (le système brésilien de surveillance de l'alimentation et de la santé); en 2010, en partenariat avec l'UNICEF, elle a également élaboré un projet sur les droits des femmes enceintes et des bébés et le renforcement de SISVAN; et, en 2012, en partenariat avec le FNUAP, elle a élaboré un projet sur la formation en matière de santé sexuelle et procréative à l'intention des professionnels de la santé et des centres de jeunesse à Cabo Verde.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue aux objectifs du Millénaire pour le développement suivants : à l'objectif 3 relatif à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par l'intermédiaire d'un programme de formation des jeunes multiplicateurs; à l'objectif 4 relatif à la réduction de la mortalité infantile par l'intermédiaire d'un projet avec des familles dans la région semi-aride du Brésil; à l'objectif 5 relatif à l'amélioration de la santé maternelle grâce à une unité médicale mobile, menant des campagnes et dispensant une formation qui contribue à l'amélioration de la santé maternelle; et à l'objectif 6 relatif à la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et

autres maladies par l'intermédiaire d'ateliers sur le VIH, la coïnfection par le VIH et la tuberculose et la prévention des maladies endémiques.

5. Fazaldad Human Rights Institute

Statut consultatif spécial, 2005

Introduction

Le Fazaldad Human Rights Institute a pour objectif général de lutter contre l'extrémisme et le terrorisme en changeant les mentalités et de promouvoir une culture des droits de l'homme afin d'éliminer la violence à l'égard des groupes vulnérables.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut s'efforce d'éliminer les violations des droits de l'homme en faisant mieux connaître les droits de l'homme par l'intermédiaire des établissements d'enseignement dans l'ensemble du Pakistan; d'autonomiser les femmes pakistanaises, indépendamment de la caste, de la croyance, de la religion ou de la situation socioéconomique; de permettre aux femmes de participer au processus de prise de décisions et de promouvoir l'égalité des sexes dans le système d'enseignement; de changer la mentalité de la population afin d'éviter la violence à l'égard des groupes vulnérables; et de répondre aux besoins sanitaires de base des pauvres.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

En collaboration avec la Haute Commission britannique, l'Institut a réalisé un projet intitulé « Changing the mindset countering extremism », qui était axé sur la formation des enseignants, couvrant des thèmes tels que la paix, la tolérance, l'autonomisation des femmes, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, l'égalité des sexes, la protection des enfants contre les abus sexuels, les droits des minorités et les méthodes pédagogiques, entre autres. Il a également réalisé un projet intitulé « Enlightenment of youth for a safer world » pour célébrer la Journée des droits de l'homme des jeunes dans 120 écoles dans les zones rurales du pays, y compris cinq programmes pour les écoles de réfugiés afghans. Il a créé des cliniques médicales gratuites au Sindh et au Sud du Punjab à l'intention des victimes d'inondations et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'Institut a participé aux réunions suivantes : programme de formation « Le patrimoine mondial aux mains des jeunes », organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en mai 2010, à Islamabad; une consultation sur la réforme de la police, organisée par le FNUAP et Rozan en octobre 2011, à Sukkur, Sindh; un séminaire sur la réaffirmation de l'engagement pris envers le droit des filles à l'éducation au Pakistan, organisé par

l'UNESCO en collaboration avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale du Travail (OIT) en octobre 2012, à Islamabad; formation à l'information sur la protection de l'enfance organisée par l'UNICEF en novembre 2012, à Lahore (Pakistan); et formation aux droits de l'enfant en situation d'urgence et la violence sexuelle, organisée par l'UNICEF en novembre et décembre 2012, à Lahore.

Coopération avec des organes des Nations Unies

En collaboration avec l'UNESCO, l'Institut a organisé, le 5 octobre 2010, un atelier sur l'enseignant en tant qu'exemple : problèmes, droits et obligations. L'atelier avait pour but de célébrer la journée, discuter de certaines questions et problèmes cruciaux auxquels font face les enseignants pendant leur service et trouver des solutions concrètes. Plus de 100 enseignants ont été sensibilisés pendant ce programme.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Chaque année, l'Institut célèbre la Journée de la femme, le 8 mars, la Journée des enseignants, le 5 octobre et la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre. Entre 2009 et 2012, il a réalisé des programmes de formation des enseignants, dont ont bénéficié plus de 20 000 enseignants. Ces programmes de formation aident à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à l'appui de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. En 2010 et 2011, l'Institut a créé des camps médicaux gratuits au Sindh et Jammu et Cachemire. Cette initiative appuie les objectifs 4, 5 et 6 du Millénaire pour le développement. Environ 15 000 patients ont reçu des soins.

6. Federation of American Scientists

Statut consultatif spécial, 2005

Introduction

La Federation of American Scientists est une organisation à but non lucratif mettant l'accent sur la recherche et l'analyse des politiques nucléaires.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'efforce de fournir une analyse des menaces catastrophiques à la sécurité nationale et internationale, de même que des solutions pour se protéger contre celles-ci. Spécifiquement, ses experts s'efforcent de réduire la propagation des armes nucléaires, de prévenir le terrorisme nucléaire et radiologique, de promouvoir des normes strictes pour la sûreté et la sécurité de l'énergie nucléaire et de surveiller et éliminer le commerce mondial illicite des armes conventionnelles, nucléaires, biologiques et chimiques.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Entre autres, l'organisation est active dans les domaines suivants à l'appui des objectifs des Nations Unies : elle s'est portée coauteur d'un rapport publié en février 2013 par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement sur la baisse des niveaux d'alerte des armes nucléaires relatif à la manière dont les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie peuvent réduire les niveaux d'alerte des armes nucléaires; elle a participé à la conférence organisée le 22 mars 2012, à Washington, par l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm sur les tendances dans les transferts internationaux d'armes; et le 13 octobre 2011, elle a participé au Groupe sur la levée de l'état d'alerte des armes nucléaires.

Participation aux réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation n'a pas participé aux activités des Nations Unies sur le terrain ou au Siège du fait qu'elle a concentré son action sur des projets indépendants en cours d'exécution. De plus, l'organisation s'est attachée à acquérir une meilleure connaissance pratique de certains des objectifs de l'Organisation des Nations Unies, de façon à pouvoir contribuer plus utilement à leur réalisation.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement aux États-Unis, notamment à l'objectif 7, pour assurer la stabilité de l'environnement. L'International Science Partnership réunit des scientifiques et ingénieurs américains avec leurs homologues dans des pays causant des préoccupations sécuritaires aux États-Unis afin de former de solides relations personnelles et institutionnelles et de résoudre les questions cruciales liées à l'eau et à l'énergie. En juin 2012, l'organisation a rassemblé une équipe de jeunes scientifiques et ingénieurs des États-Unis et du Yémen pour un atelier d'une semaine consacré à l'élaboration de projets qui aideront à surmonter les défis reliés à l'eau et à l'énergie au Yémen. En janvier 2012, l'organisation a élaboré un nouveau domaine d'activité, le Earth Systems Programme, qui recherche des solutions aux défis posés à la sécurité de l'environnement et des ressources grâce à l'élaboration et à la promotion des politiques, pratiques et évolutions technologiques durables, scientifiquement fiables et inclusives. En 2011, elle a publié un livre blanc et une compilation d'outils pour Habitat for Humanity afin de faciliter aux affiliés d'Habitat les travaux sur les maisons existantes. En 2012, l'organisation a publié un livre blanc qui identifie les meilleures pratiques dans les abris transitionnels américains en cas de catastrophes naturelles.

7. Federation of American Women's Clubs Overseas

Statut consultatif spécial, 1997

Introduction

Fondée en 1931, la Federation of American Women's Clubs Overseas est un réseau international de clubs et associations indépendants comprenant plus de 75 clubs dans 40 pays et compte au total plus de 15 000 membres.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation promeut les droits des citoyens américains à l'étranger et contribue à la communauté mondiale grâce à ses activités bénévoles aux Nations Unies, à ses équipes mondiales de travail, à ses programmes ciblés et à l'American Women's Clubs Overseas Foundation, qui fournit des dons destinés à des projets de développement et des prix pour l'enseignement. Le principal intérêt de l'organisation est l'accent qu'elle met sur les femmes et elle concentre ses activités sur quatre domaines : les droits de l'homme, l'éducation, la santé et l'environnement.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation participe régulièrement aux réunions du Groupe de travail sur la petite fille et de l'Équipe de travail du Girl's Tribunal on Violence, à New York. Par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme, l'organisation a signé, avec d'autres organisations, diverses déclarations sur des questions intéressant les femmes. Depuis 2008, elle parraine un site web consacré à Eleanor Roosevelt et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le 26 septembre 2011, au cours de la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme, l'organisation a parrainé son premier groupe de travail de haut niveau sur le thème « Women and the right to water ». De plus, l'organisation fait connaître les travaux des Nations Unies par l'intermédiaire de son site web, de circulaires des ONG, de bulletins électroniques mensuels et de publications imprimées. Elle s'est jointe régulièrement à d'autres organisations américaines pour déposer une requête auprès du Congrès des États-Unis pour la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle s'est également jointes à d'autres organisations pour prier instamment le Congrès d'appuyer les Nations Unies et de payer ses quotes-parts en temps voulu.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont assisté aux Conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenues à Melbourne (Australie), du 30 août au 2 septembre 2010 et à Bonn (Allemagne), du 3 au 5 septembre 2011. Des représentants de l'organisation ont régulièrement assisté aux réunions d'information et aux programmes de techniques de communication du Département de l'information, à New York.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation est membre de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) par l'intermédiaire du Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

En 2009, l'organisation a commencé à réaliser un programme de quatre ans visant à appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement. Le projet sélectionné était « Wells for clean water in Cambodia » relatif à l'objectif 7 pour assurer la durabilité de l'environnement. L'organisation a formé un partenariat avec la Tabitha Foundation Cambodia pour forer des puits et fournir des pompes. Chaque année, l'organisation a appuyé des projets concernant les objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des dons destinés à des projets de développement de la Federation of American Women's Clubs Overseas Foundation d'un montant de 4 500 dollars chacun en faveur de programmes au Kenya, en Éthiopie, en Fédération de Russie, en Afrique du Sud, au Moyen-Orient, en Ouganda et au Sénégal.

8. Federation of Trade Unions of Ukraine

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

La Federation of Trade Unions of Ukraine est la plus large association volontaire de syndicats ukrainiens, qui comprend des syndicats ayant le statut ukrainien et des associations syndicales de la République de Crimée, des régions et des villes de Kiev et Sébastopol, et compte plus de 8 millions de membres. La structure de l'organisation comprend 43 syndicats ukrainiens et 27 associations syndicales territoriales.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation représente et protège les droits du travail, et les droits économiques et sociaux et les intérêts des membres des syndicats, des travailleurs et de leurs familles. Elle joue un rôle clé dans le Conseil économique et social national tripartite. Dans le cadre d'un partenariat social, elle fait partie intégrale des accords généraux conclus entre les associations syndicales ukrainiennes, les associations ukrainiennes d'employeurs et le Gouvernement ukrainien.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Le 23 juillet 2009, à Kiev, l'organisation a assisté à une table ronde sur le thème « The Millennium Development Goals : halfway to 2015, progress and new challenges », avec un appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En 2011, elle a collaboré avec l'OIT dans le cadre d'un projet de coopération technique sur l'amélioration de la négociation collective et le

respect des lois du travail en Ukraine. En avril 2011, à Kiev, elle a organisé avec l'OIT une conférence tripartite sur le thème « A decent work profile in Ukraine ». En octobre 2011, elle a tenu avec l'OIT une conférence tripartite sur le thème « Decent work : a global goal and its promotion in Ukraine » dans le cadre de la Journée internationale pour un travail décent.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a assisté aux conférences internationales du travail organisées par l'OIT à Genève, du 3 au 19 juin 2009, du 2 au 18 juin 2010, du 1^{er} au 17 juin 2011 et du 30 mai au 14 juin 2012. Elle a également assisté à la quinzième session de la Commission du développement social, tenue à New York, du 1^{er} au 4 février 2012; la Commission de la condition de la femme, à New York, du 27 février au 2 mars 2012; et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 22 juin 2012.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation coopère activement avec l'OIT et l'Office des Nations Unies en Ukraine. Depuis 2006, elle est membre du Pacte mondial des Nations Unies. L'organisation utilise l'OIT et son mécanisme de supervision pour protéger les intérêts sociaux et économiques des travailleurs et les droits et libertés syndicaux en Ukraine. Elle participe à d'importants projets de l'OIT sur la dimension sociale de la mondialisation, les migrations du travail, la lutte contre le VIH/sida sur le lieu de travail et l'égalité des sexes.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Des représentants de l'organisation ont participé à la préparation du rapport national intitulé « Millennium Development Goals : Ukraine 2010 », qui a été présenté à Kiev le 3 septembre 2010. Ses représentants ont également assisté à des ateliers trimestriels sur les prévisions macroéconomiques, organisés avec l'assistance du PNUD dans le cadre du projet « Millennium Development Goals : Ukraine ».

Information supplémentaire

L'organisation participe à la mise au point d'une expertise des lois nationales relatives aux sphères sociales et du travail et des droits syndicaux et du travail. Ses activités visent également les politiques relatives aux jeunes, qui sont largement débattues dans divers forums internationaux de la jeunesse.

9. Felix Varela Center

Statut consultatif spécial, 1997

Introduction

Le Centre Felix Varela est une organisation non gouvernementale cubaine, bénévole, à but non lucratif, qui a été enregistrée légalement auprès du Ministère de la justice en septembre 1993.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'emploie à répandre et promouvoir une prise de conscience de l'environnement aux fins d'un modèle de développement durable tenant compte de la problématique hommes-femmes. Son projet est humaniste et repose essentiellement sur l'éthique et la participation, dans le cadre d'un plan d'action axé sur l'amélioration continue de la nation. Les principaux domaines d'activité comprennent l'éthique et le développement, la culture de paix et la gestion de l'environnement aux fins de sa préservation. Les sous-programmes organisationnels comprennent le développement des capacités, les communications, le réseautage et la gestion institutionnelle.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation est membre du comité d'organisation et a présidé une des tables rondes pour la septième Conférence internationale sur l'environnement et le développement, tenue à La Havane, du 6 au 10 juillet 2009. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, elle a participé à la création du Groupe Rio+20, qui est un groupe d'organisations non gouvernementales d'Amérique latine et des Caraïbes. L'organisation a envoyé sa contribution à l'examen périodique universel de Cuba en octobre 2012. L'organisation a assisté au neuvième Forum de la société civile cubaine contre le blocus et l'annexion, tenu à La Havane, en octobre 2012.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a assisté à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Mexico, en 2009. Elle a également assisté à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 22 juin 2012.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a organisé deux ateliers dans le cadre du programme sur l'appui local à la modernisation de l'agriculture de Cuba qui a été élaboré par le PNUD en 2012. À partir de 2012, elle a entrepris des activités pour le projet appuyé par l'UNICEF « Water, the friend of children ».

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement, l'organisation a incorporé la problématique hommes-femmes dans tous ses projets. Au cours de la période à l'examen, elle a achevé un projet sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'égalité des sexes.

10. Ligue féministe

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

La Ligue féministe lutte contre la discrimination dans tous les domaines de l'activité humaine et s'est attachée à élargir les droits juridiques des femmes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour principal objectif d'améliorer le statut social des femmes en encourageant l'épanouissement personnel des femmes, en luttant contre le sexisme et les préjugés culturels dans les médias et la publicité; en faisant place à une culture amie des femmes; en améliorant les droits juridiques des femmes; et en poursuivant la lutte pour des droits civils et juridiques et des chances égaux.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

En 2011, l'organisation a contribué au rapport « Reality of Aid » pour le quatrième Forum de haut niveau pour l'efficacité de l'aide, tenu à Busan (Corée), du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011; elle a également contribué au rapport parallèle sur la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à Almaty, en 2011; elle a participé au douzième Forum international sur les droits des femmes et le développement, parrainé par l'Association pour les droits de la femme et le développement, tenu à Istanbul (Turquie), du 19 au 22 avril 2012.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes : la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, du 1^{er} au 22 mars 2010, pendant laquelle elle a participé à l'examen des 15 années de mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et les résultats de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale; la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, du 22 février au 4 mars 2011, à laquelle elle a fait un exposé sur la violence contre les femmes; et la cinquante-sixième session de la Commission, tenue à New York, du 27 février au 9 mars 2012. Elle a également participé au Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation parrainé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, tenu à Bangkok, du 22 au 24 juin 2011.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a fourni un appui technique à ONU-Femmes au Kazakhstan pour organiser une table ronde et une conférence sur les femmes dans les partis politiques, tenues à Astana, les 24 et 25 novembre 2012.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne l'objectif 3 du Millénaire pour le développement, les experts de l'organisation ont été les acteurs clés pour élaborer le projet de loi sur l'égalité des sexes au Kazakhstan. Bien que la loi ait été adoptée en 2009, elle ne garantit pas l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes et ne se conforme pas aux recommandations stipulées dans la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. L'organisation a l'intention de poursuivre ses travaux pour changer la loi.

11. Feminist Majority Foundation

Statut consultatif spécial, 2001

Introduction

Créée en 1987, la Feminist Majority Foundation vise à élaborer de nouveaux programmes et stratégies permettant d'assurer l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, de promouvoir la non-violence, d'œuvrer à l'élimination de l'injustice sociale et économique et de favoriser l'enseignement et la recherche en vue de faire avancer les idées et études féministes.

Buts et objectifs de l'organisation

Les travaux et les recherches de l'organisation visent à promouvoir l'égalité juridique, sociale et politique des femmes et des hommes, à surmonter les entraves à la promotion de la femme et à recruter et former de jeunes féministes susceptibles de diriger à l'avenir le mouvement féministe aux États-Unis. Depuis sa création, la Fondation a adopté une approche internationale dans ses programmes et participe à des initiatives spécifiques dans le monde entier en faveur des droits des femmes, de la sécurité et de la justice économiques, de la santé et de l'éducation.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation travaille avec une large coalition d'organisations non gouvernementales pour les informer et leur faire connaître la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et s'efforce d'obtenir sa ratification par les États-Unis. Elle est membre du Comité directeur de l'équipe spéciale pour la Convention de la Leadership Conference on Civil and Human Rights, qui est une initiative clé pour assurer la sensibilisation et l'éducation en ce qui concerne la ratification de la Convention par les États-Unis. L'organisation, qui fait également partie d'une coalition internationale pour la planification familiale aux États-Unis, œuvre en faveur de la promotion de la santé procréative et des droits sexuels et maintient les niveaux de financement stipulés à la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994.

L'organisation œuvre également activement en faveur de la ratification par les États-Unis de la Convention internationale relative aux droits des personnes

handicapées. Elle participe aux travaux d'une large coalition d'organisations non gouvernementales américaines qui plaident pour la ratification de la Convention par le Sénat américain.

En coalition avec d'autres organisations non gouvernementales, l'organisation appuie le programme d'action de Beijing et a participé à l'examen des 15 années de mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, en 2010.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme, tenues en 2009, 2010, 2012 et 2013.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation appuie le FNUAP et s'efforce d'obtenir un financement des États-Unis pour ce dernier. Elle appuie également les programmes d'ONU-Femmes. En collaboration avec la coalition d'ONG, le Groupe de travail d'ONG sur la situation des petites filles, l'organisation a contribué à l'effort déployé pour organiser une « Teen orientation » (Orientation des adolescents) à l'intention des étudiants assistant à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme au Siège des Nations Unies à New York. Plus spécifiquement, elle a travaillé avec ONU-Femmes pour l'orientation, à laquelle la Directrice exécutive d'ONU-Femmes a pris la parole et a tenu une longue session de questions et réponses.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation se concentre particulièrement sur les objectifs 3 et 5 du Millénaire pour le développement, l'égalité des sexes et la santé maternelle étant un des principaux thèmes de ses programmes mondiaux. Elle est propriétaire et éditeur du magazine « Ms », la plus ancienne publication féministe aux États-Unis. En 2010, le magazine a publié une série de rapports éducatifs en trois parties pour sensibiliser le public et stimuler un débat sur la santé et la mortalité maternelle et les politiques et l'aide extérieure y relatives. Elle a envoyé un journaliste en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda pour examiner des questions relatives à l'éducation en matière de santé procréative, la contraception moderne, l'avortement sans risque, le VIH/sida et la prévention des infections sexuellement transmises, les soins de santé maternelle, les soins pour la fistule et les soins obstétrique qualifiés. La série comprenait également un aperçu du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et des objectifs du Millénaire pour le développement. L'organisation œuvre également en faveur de la réduction de la mortalité maternelle en Afghanistan.

À l'orientation des adolescents organisée par des organisations non gouvernementales pour la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, des représentants de l'organisation ont tenu une session pour les adultes sur l'importance que revêtait la ratification par les États-Unis de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et l'appui des États-Unis à la planification familiale et à l'avortement sans risque.

12. Femmes autochtones du Québec

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

Femmes autochtones du Québec a pour mission d'appuyer les efforts déployés par les femmes autochtones pour améliorer leurs conditions de vie en mettant l'accent sur la santé, la non-violence, un logement adéquat, la justice et la sécurité publique et la promotion de droits égaux dans leurs communautés.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation se concentre sur les domaines suivants : au niveau politique, elle œuvre en faveur de changements législatifs et constitutionnels afin d'incorporer des droits égaux pour toutes les femmes autochtones du Canada et leur autonomie, tout en encourageant une pleine participation des femmes au processus; au niveau socioéconomique, elle promeut et élabore de nouvelles initiatives de formation pour aider les femmes autochtones à améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles; elle s'efforce de faire reconnaître les besoins et les priorités des femmes autochtones par les dirigeants et les décideurs; et elle s'efforce de participer aux questions de développement social et économique au sein du système des Nations Unies afin de discuter de ces questions dans des instances internationales et de développer des partenariats avec diverses institutions des Nations Unies.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a contribué à la publication d'un livret sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Elle a également participé à des activités nationales, notamment aux consultations gouvernementales tenues pendant l'examen périodique universel du Canada en 2009 et aux réunions préparatoires relatives aux négociations sur la Convention sur la diversité biologique, tenue en 2009 et 2010.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a assisté à diverses sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenues à New York; à la huitième session, tenue du 18 au 29 mai 2009, au cours de laquelle elle a fait un exposé oral et a présenté un rapport sur les questions préoccupant les femmes autochtones au Canada et a organisé une manifestation parallèle sur une analyse de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, tenant compte de la problématique hommes-femmes; à la neuvième session, tenue du 19 au 30 avril 2010, au cours de laquelle elle a fait une déclaration orale et présenté un rapport sur le thème « Development with culture and identity : issues of concern for indigenous women in Canada » (Développement des peuples autochtones avec leur culture et leur identité : questions préoccupant les femmes autochtones au Canada) et a organisé une réunion parallèle intitulée « Development with culture and identity : perspectives from indigenous women » (Développement des peuples autochtones avec leur culture et

leur identité : les vues des femmes autochtones); à la dixième session, tenue du 16 au 27 mai 2011 et à la onzième session, tenue du 7 au 18 mai 2012.

L'organisation a assisté à la cinquième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, tenue à Genève, du 9 au 13 juillet 2012 et à un séminaire sur le thème « Strengthening partnership between States and indigenous peoples : treaties, agreements and other constructive arrangements » (Renforcer le partenariat entre les États et les peuples autochtones : traités, accords et autres arrangements constructifs), organisé par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Genève, les 16 et 17 juillet 2012.

L'organisation a assisté, entre autres, aux réunions suivantes relatives à la Convention sur la diversité biologique : la réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages, tenue à Cali (Colombie), du 22 au 28 mars 2010; la Conférence internationale sur la diversité biologique et culturelle, tenue à Montréal, du 8 au 10 juin 2010; et la dixième réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue à Nagoya (Japon), du 18 au 29 octobre 2009.

Coopération avec des organes des Nations Unies

À l'invitation du Bureau international des droits des enfants, le 18 février 2010, l'organisation a rencontré, à Montréal, le Rapporteur spécial sur la vente des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants pour lui faire part de ses préoccupations concernant les enfants autochtones; le 23 avril 2010, elle a également rencontré, à New York, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones pour discuter de la situation des femmes autochtones.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a assisté au colloque international sur l'accès aux droits fondamentaux pour tous au titre des objectifs du Millénaire pour le développement, tenu à Laval (Canada), du 26 au 29 mai 2010. À l'appui de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement, l'organisation a une représentation politique au groupe de travail sur le plan d'action pour l'égalité des sexes du Gouvernement québécois pour assurer une analyse culturellement adaptée et tenant compte de la problématique hommes-femmes. À l'appui de l'objectif 5, l'organisation collabore avec le Professional Order of Midwives of Quebec pour fournir une expertise et partager les connaissances traditionnelles des femmes autochtones concernant les soins obstétricaux. À l'appui de l'objectif 6, l'organisation a nommé un coordonnateur de projet sur le VIH/sida pour élaborer un programme éducatif sur la sensibilisation et la prévention adapté à la culture autochtone (2007-2012). En ce qui concerne l'objectif 7, l'organisation a aidé à organiser le Forum Plan Nord sur la mise en valeur de ressources durables, tenu à Québec, les 2 et 3 mai 2012. À l'appui de l'objectif 8, l'organisation est membre du Réseau continental des femmes autochtones des Amériques, qui rassemble 52 organisations de femmes autochtones venant de 19 pays pour réaliser des projets de renforcement des capacités à l'intention des femmes autochtones et faciliter le transfert des connaissances.

13. Fondazione Opera Campana dei Caduti

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

Le 18 janvier 1968, la Fondazione Opera Campana dei Caduti a été créée à la suite d'un décret du Président de l'Italie. L'organisation a pour but d'enseigner aux nouvelles générations une culture pacifique et non violente des droits de l'homme.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but d'entretenir la cloche monumentale « Maria Dolens », qui a été construite en fondant les canons de bronze offerts par les pays qui avaient participé à la Première guerre mondiale pour honorer ceux qui ont péri pendant une guerre et pour garder la mémoire des horribles événements au cours desquels tant de personnes ont été tuées. Ce faisant, elle vise à promouvoir les initiatives en Italie et à l'étranger qui mettent l'accent sur l'éducation, la formation et la recherche sur la coopération, la diplomatie, la paix et le règlement non violent des conflits et le respect des droits de l'homme. Elle encourage les contacts avec des représentants diplomatiques d'Europe et du reste du monde pour appuyer les pays dans le cadre du « Pacte de paix » conformément aux principes qui inspirent l'organisation.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Aucune contribution aux travaux de l'Organisation n'a été spécifiée.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux cinquante-quatrième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York, du 1^{er} au 12 mars 2010 et du 27 février au 9 mars 2012, où elle a, au cours de cette dernière, organisé une manifestation parallèle intitulée « Peace Bell Foundation for African Women ».

Coopération avec des organes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement comprennent des projets réalisés au Sénégal pour aider les populations, et en particulier les jeunes mères, à construire un centre pour les jeunes mères et un centre pour les enfants abandonnés, ainsi que pour créer un jardin potager d'environ trois hectares dans la région de Ziguinchor (Sénégal).

Information supplémentaire

Chaque année, le 21 septembre, l'organisation célèbre la Journée internationale de la paix au moyen de manifestations auxquelles participent des centaines de personnes dans l'ensemble de l'Italie.

14. Fondazione San Patrignano

Statut consultatif spécial, 1997

Introduction

San Patrignano a pour mission d'accueillir et de réinsérer les exclus de la société et les toxicomanes sans distinction d'origine sociale, d'orientation politique ou de religion.

Buts et objectifs de l'organisation

La fondation offre ses services à titre gracieux aux personnes qui en ont besoin et à leurs familles. Elle vise à lutter contre toute forme de toxicomanie ou d'exclusion en donnant à ces personnes la possibilité de vivre dans la dignité, l'honnêteté, la responsabilité et le respect de soi et d'autrui. Elle fait de la formation professionnelle un instrument de réinsertion sociale mis à la disposition des personnes qu'elle aide et apporte un appui aux familles et elle promeut la prévention grâce à des initiatives de lutte contre la drogue menées à l'intention du public. Elle s'efforce également de générer des ressources économiques au moyen des propres activités de production de la communauté ainsi que de contributions privées et publiques nécessaires pour mener à bien sa mission.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Pour aider à remédier à la dépendance aux drogues et à la réinsertion sociale, la fondation fournit une assistance technique aux pays qui souhaitent utiliser le modèle de récupération de San Patrignano. Elle appuie le droit des enfants à être protégés contre les effets néfastes des drogues et de vivre dans un environnement exempt de drogues et encourage des modes de vie sains parmi les jeunes par l'intermédiaire de son projet de prévention des drogues « WeFree ».

Participation aux réunions des Nations Unies

La fondation a assisté à la cinquante-deuxième session de la Commission des stupéfiants, tenue à Vienne, du 11 au 20 mars 2009, et a fait un exposé à la table ronde sur la lutte contre le trafic et la fourniture illicite de drogues et le développement alternatif au cours du débat de haut niveau de la réunion. La fondation a également assisté aux cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de la Commission, tenues à Vienne, du 8 au 12 mars 2010 et du 21 au 25 mars 2011, respectivement et a organisé une manifestation conjointe parallèle. La fondation a également assisté à la cinquante-cinquième session de la Commission, tenue à Vienne du 12 au 16 mars 2012 et a pris la parole à une manifestation

parallèle sur des interventions spécifiques ciblées pour mieux satisfaire les besoins des femmes toxicomanes.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Pendant la période à l'examen, la fondation a organisé des manifestations annuelles parrainées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) auxquelles ont assisté des représentants de l'UNODC. Elle a également participé à des missions concernant des projets pour la coopération et l'assistance technique de l'UNODC, y compris le projet de développement DoiTung en Thaïlande, en janvier 2009; et les projets de développement alternatif de l'UNODC en Afghanistan, en septembre 2011.

En collaboration avec les bureaux extérieurs de l'UNODC, elle a réalisé le projet « Shared responsibility » en Colombie, en 2009-2011, et un projet conjoint sur le Centre Somsanga, à Laos, en 2010 et 2011. Depuis 2010, la fondation collabore avec l'Institut international de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice en qualité d'expert pour le projet Femmes, alcool et drogues.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, la fondation aide les jeunes vulnérables et socialement marginalisés à résoudre leurs problèmes de toxicomanie et appuie leur emploi et leur réinsertion sociale. À l'appui de l'objectif 3, elle fournit des programmes de désintoxication pour les femmes enceintes, les mineures et les mères pour assurer l'autosuffisance et l'autonomie des femmes. En ce qui concerne l'objectif 6, l'hôpital San Patrignano offre des lits et un traitement aux personnes affectées par le VIH/sida.

15. Foundation for Preventing Youth Violence

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

La Foundation for Preventing Youth Violence a pour but d'empêcher que les adolescents deviennent victimes de la violence et créer un environnement scolaire plus sûr et une société plus sûre en offrant des programmes de formation sur la prévention de la violence chez les jeunes, des services de conseils et des services de sauvetage, ainsi qu'en suivant de près les politiques gouvernementales, en faisant des recommandations pour apporter des améliorations et en dirigeant le mouvement des droits de l'homme pour les adolescents et le mouvement de paix pour les jeunes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation réalise tous les ans des enquêtes sur la violence chez les jeunes qui menace le système scolaire et recherche les moyens d'éliminer les comportements délinquants et criminels. Elle élabore des plans de prévention efficace de la violence et les distribue dans toutes les écoles du pays et elle gère des centres de conseils qui offrent des conseils thérapeutiques aux victimes de la violence dans les écoles et dans leurs familles. Du personnel qualifié offre des services de sauvetage grâce à des interventions immédiates en cas de crise et fournit

une large gamme de programmes de conseils individuels et en groupes pour aider les délinquants juvéniles et les victimes.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

La fondation a signé un mémorandum d'accord avec le Ministère de l'éducation de la République de Corée et gère un centre pour la réconciliation et le règlement par la médiation des cas de violence dans les écoles. Par l'intermédiaire de son centre d'enseignement en ligne « Edujikim » elle aide à prévenir la violence dans les écoles. Elle a également élaboré des livrets sur la prévention de la violence dans les écoles pour améliorer la sensibilisation du public. La fondation a également réalisé des recherches et rassemblé des données et des statistiques pour l'enquête nationale sur la violence dans les écoles, afin de faire rapport sur la gravité de la situation et pour sensibiliser au niveau national sur la question. L'organisation a organisé 25 séminaires professionnels sur la violence dans les écoles et a procédé à des échanges internationaux avec le Japon, les États-Unis et l'Allemagne.

Participation aux réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

La fondation s'efforce d'appuyer des projets éducatifs dans des pays en développement dans le but de protéger les droits de l'homme des jeunes marginalisés. À cet égard, en 2012, elle a réalisé un projet d'éducation et de secours d'urgence au Laos. Le projet comprend un soutien extrascolaire, la création d'une bibliothèque, des activités d'alphabétisation et des améliorations de l'environnement telles que des toilettes et des puits. Le projet comprend également un programme de parrainage pour promouvoir les soins à domicile et un programme de bourses.